

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

17 décembre 2020

PROPOSITION DE LOI

relative au travail associatif

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

*Voir:***Doc 55 1433/ (2019/2020):**

- 001: Proposition de loi de Mme De Jonge et M. Lachaert.
- 002: Amendements.
- 003: Avis de l'Autorité de protection des données.
- 004: Avis du Conseil d'État.
- 005: Avis du Conseil National du Travail.
- 006 et 007: Amendements.
- 008: Rapport.
- 009: Texte adopté par la commission.
- 010: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

17 december 2020

WETSVOORSTEL

betreffende het verenigingswerk

ADVIES VAN DE NATIONALE ARBEIDSRAAD

*Zie:***Doc 55 1433/ (2019/2020):**

- 001: Wetsvoorstel van mevrouw De Jonge en de heer Lachaert.
- 002: Amendementen.
- 003: Advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit.
- 004: Advies van de Raad van State.
- 005: Advies van de Nationale Arbeidsraad.
- 006 en 007: Amendementen.
- 008: Verslag.
- 009: Tekst aangenomen door de commissie.
- 010: Amendementen.

03797

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)



A V I S N° 2.189

Séance du mardi 15 décembre 2020

Suivi de l'avis n° 2.181 – Pistes de solution alternatives pour les activités associatives - Conséquences de l'annulation de la loi de relance

x x x

3.163

Av. de la Joyeuse Entrée, 17-21 - 1040 Bruxelles
Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@cnt-nar.be - Website: www.cnt-nar.be

A V I S N° 2.189

Objet : Suivi de l'avis n° 2.181 – Pistes de solution alternatives pour les activités associatives
- Conséquences de l'annulation de la loi de relance

Pour rappel, le Conseil national du Travail a émis, le 27 octobre 2020, l'avis unanime n° 2.181 concernant la proposition de loi relative au travail associatif en vue de répondre à la saisine de monsieur P. DEWAEL, Président de la Chambre des représentants au moment de cette saisine. Cette proposition de loi tendait à prévoir un cadre juridique adapté pour le travail associatif à partir du 1^{er} janvier 2021 en affirmant dès lors viser à répondre aux arguments avancés par la Cour constitutionnelle dans son arrêt d'annulation de la loi du 18 juillet 2018 concernant la relance économique et le renforcement de la cohésion sociale relative au « revenu complémentaire exonéré d'impôt ».

Dans cet avis unanime n° 2.181, le Conseil s'est engagé à poursuivre l'examen des pistes alternatives qu'il y a formulées pour répondre au vide juridique laissé par l'annulation de la loi de relance en ce qui concerne les activités dites « associatives ».

L'examen de la problématique a été poursuivi au sein de la Commission des relations individuelles du travail et de la sécurité sociale.

Sur rapport de celle-ci, le Conseil a émis, d'initiative, le 15 décembre 2020 l'avis suivant.

X X X

- 2 -

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

I. OBJET DU PRESENT AVIS ET RETROACTES

Pour rappel, le Conseil national du Travail a émis, le 27 octobre 2020, l'avis unanime n° 2.181 concernant la proposition de loi relative au travail associatif en vue de répondre à la saisine de monsieur P. DEWAEL, Président de la Chambre des représentants au moment de la saisine. Cette proposition de loi tendait à prévoir un cadre juridique adapté pour le travail associatif à partir du 1^{er} janvier 2021 en affirmant dès lors viser à répondre aux arguments avancés par la Cour constitutionnelle dans son arrêt d'annulation de la loi du 18 juillet 2018 concernant la relance économique et le renforcement de la cohésion sociale relative au « revenu complémentaire exonéré d'impôt ».

Pour un grand nombre de raisons consignées dans cet avis unanime précité, le Conseil ne s'est pas montré favorable à la proposition de loi dont il a été saisi.

Cependant, conscient de la nécessité de trouver rapidement une solution pour certains (sous-)secteurs qui, à partir du 1^{er} janvier 2021, ne disposent plus de cadre légal leur permettant d'exercer une activité « associative » accessoire, le Conseil a dès lors mené de manière informelle et dans l'urgence, via les organisations représentatives qui le composent, une première consultation des secteurs les plus concernés.

Dans l'avis unanime n° 2.181 précité, le Conseil a ainsi pu jeter les prémices de quelques pistes alternatives, prémices qui requéraient néanmoins un approfondissement et des consultations supplémentaires.

Répondant à cet engagement, le Conseil entend poursuivre dans le présent avis, l'examen des pistes alternatives formulées dans l'avis unanime n° 2.181.

C'est dans ce cadre et ce contexte qu'il convient de lire le présent avis que le Conseil rend d'initiative.

Avis n° 2.189

- 3 -

Pour rappel, la problématique de l'exercice d'une activité accessoire « associative » exonérée d'impôt figure également à l'agenda du nouveau gouvernement puisque l'on peut lire dans sa note de formation que « En concertation avec les secteurs concernés, nous introduirons un nouveau règlement sur le travail associatif, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2021. Nous prendrons en compte les observations formulées par la Cour constitutionnelle dans son arrêt du 23 avril 2020 ».

Entretemps, le Conseil a enfin pu prendre connaissance de l'évaluation de la loi de relance désormais annulée auquel a procédé le SPF Sécurité sociale avec le concours d'un grand nombre d'acteurs, évaluation qui lui a été présentée par des représentants dudit SPF en collaboration avec des représentants du SPF ETCS et du SPF Finances, qu'il tient encore à remercier vivement.

II. POSITION DU CONSEIL

A. Remarques préliminaires

1. En raison de l'urgence, le Conseil souligne qu'il s'est concentré sur l'une des pistes de solution qu'il évoquait dans son avis unanime n° 2.181, à savoir celle concernant le dispositif de l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.
2. Il précise cependant d'emblée qu'étant donné les adaptations techniques que cette piste de solution exige, il va procéder en deux temps.

Dans un premier temps, le Conseil formule dans les grandes lignes le cadre et les éléments de réflexion pour la concrétisation de cette piste.

Dans un second temps, le Conseil entend travailler avec le concours de l'ONSS pour concrétiser la mise en œuvre du futur nouveau dispositif de l'article 17 précité.

Ces travaux devraient conduire à un nouvel avis aux alentours du mois de février 2021, ce délai étant nécessaire vu la complexité de la problématique et l'ambition partagée de proposer une piste opérationnelle, efficiente et empreinte de sécurité juridique pour tous les acteurs concernés et en concertation avec eux.

Avis n° 2.189

- 4 -

Il rappelle à cet égard que pour qu'une solution puisse obtenir l'adhésion de l'ensemble des acteurs concernés, elle ne peut qu'émaner des secteurs directement concernés qui ont l'expérience de terrain. Il estime en outre que le temps constitue le meilleur garant pour que les concertations aient lieu dans la sérénité et puissent aboutir à des résultats équilibrés pour l'ensemble des parties.

3. Il indique dans ce même ordre d'idées que pour mener à bien ses travaux, il s'est également appuyé sur les résultats de l'évaluation menée par le SPF Sécurité sociale au sujet de la loi de relance, désormais annulée.

Cette évaluation contient en effet une enquête qui a été réalisée auprès des divers acteurs du secteur à profit social. Celle-ci a connu un vif succès avec un taux de participation élevé (432 répondants). Elle présente en outre un intérêt certain dans la problématique actuelle qui occupe le Conseil puisqu'elle a été conçue comme un outil d'évaluation de la pratique du travail associatif en récoltant l'avis des utilisateurs, au moyen entre autres de questions ouvertes permettant ainsi de ne pas influencer sur les réponses des utilisateurs.

L'on ne peut que s'inspirer de ces résultats pour aboutir à formuler des pistes de solution alternatives qui correspondent réellement aux besoins des secteurs concernés et pour lesquelles il faut veiller simultanément à :

- ne pas évincer l'emploi régulier ;
 - ne pas compromettre les conditions de concurrence équitables avec d'autres acteurs ;
 - ne pas enfreindre les prescriptions constitutionnelles, européennes et internationales ;
 - et ne pas affaiblir les protections liées au droit du travail.
4. Il est à noter que la crise du coronavirus a eu, comme dans d'autres dossiers, un impact sur l'avancement des travaux du Conseil relatifs au dossier du « travail associatif ». Les consultations auprès des secteurs prennent du temps. Toutefois, le Conseil estime que cette question doit faire l'objet d'une analyse minutieuse en vue de parvenir à la formulation de propositions viables et en lien avec les besoins rencontrés sur le terrain, dans les meilleurs délais. Cela dit, le Conseil comprend très bien ces besoins et est convaincu que ceux-ci doivent être rencontrés avec urgence.

Avis n° 2.189

- 5 -

B. Quant au dispositif de l'article 17

Le Conseil est d'avis qu'il faut trouver en priorité une solution via l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, lequel autorise actuellement l'exercice, sans cotisations sociales, de certaines activités précises durant 25 jours par année civile chez un ou plusieurs employeurs. Cette ébauche vise ainsi à dégager des solutions pragmatiques qui prennent en compte les besoins spécifiques de certaines « activités associatives accessoires ».

Cette piste de solution offre l'avantage de ne pas devoir créer de nouveau statut en droit du travail entre celui de volontaire et celui de travailleur salarié, mais qu'il s'agit toujours effectivement de travailleurs salariés.

Cette piste de solution requiert cependant d'apporter un certain nombre d'adaptations à l'article 17 ainsi que des mesures d'accompagnement afin d'en garantir une application correcte et simple.

En sus de la conversion du nombre maximal de jours en un nombre maximal d'heures, le Conseil examinera entre autres les aspects suivants :

- s'il est possible d'envisager, pour certaines activités des entreprises à profit social, un élargissement ou une reformulation de la liste des activités autorisées de l'article 17 ;
- pour quelles activités, travailleurs et associations il est éventuellement possible de relever le nombre maximum d'heures sur une base annuelle, en évitant toute complexité. Dans ce cadre, la question d'une limite de revenus sera également examinée, afin d'éviter tout excès ;
- la préservation de l'emploi régulier.

Néanmoins, le dispositif de l'article 17 ne peut concerner les activités artistiques exercées actuellement à petite échelle pour lesquelles il existe déjà le régime des petites indemnités. Celui-ci a précisément été mis sur pied en soutien au secteur des arts amateurs, du moins en ce qui concerne les prestations artistiques. Cela n'empêche pas que, dans ce type d'associations, soient également effectuées des activités qui n'entrent normalement pas en ligne de compte, dans le cadre du régime des petites indemnités, au titre d'activités artistiques et qui pourraient éventuellement être appréhendée par le biais de l'article 17.

Avis n° 2.189

- 6 -

Afin d'éviter toute concurrence déloyale, il convient de respecter les prescriptions concernant le salaire minimum et les barèmes sectoriels existants ainsi que les autres règles de droit du travail applicables, y compris les règles concernant le bien-être au travail.

Dans ce cadre, le Conseil entend collaborer avec l'ONSS en vue de garantir la déclaration et le contrôle des activités et revenus aussi simplement que possible pour les associations et travailleurs concernés. Actuellement, cela se fait par le biais de la déclaration dite Dimona A17, qui devra de toute manière être adaptée. Dans le cadre de la législation annulée sur le travail associatif, la déclaration se faisait au moyen d'une application. Il est aussi possible de s'inspirer du système d'enregistrement qui a été développé pour le travail des étudiants (student@work).

D'un premier échange de vues avec l'ONSS, il indique que cette concrétisation implique un travail d'une ampleur certaine, dont notamment l'identification des associations, organisations qui ne sont pas connues de l'ONSS ni enregistrées à la Banque-carrefour de la sécurité sociale, et la nécessité de trouver des adaptations techniques qui soient soutenables pour les parties concernées en termes de charge administrative et ce, sans budget supplémentaire.

C. Remarques concernant le volontariat

Le Conseil s'est, dans le cadre de ses travaux, également penché sur la piste du volontariat qui est parfois proposée comme solution structurelle pour l'annulation de la législation sur le « travail associatif ». Il arrive à la conclusion qu'une modification de la législation sur le volontariat ne peut pas être retenue comme une piste alternative.

En effet, la philosophie du volontariat est d'effectuer une activité dans le cadre d'une organisation sans but lucratif et donc au profit de la collectivité dans son ensemble, et ce sans rétribution. Le cas échéant, il peut seulement y avoir un remboursement des frais engagés par le volontaire.

Dans ses avis antérieurs, le Conseil a, à plusieurs reprises, réitéré son souhait de rester fidèle à cette philosophie. Il estime que les principes qui sont contenus dans la loi du 3 juillet 2005 touchent au cœur même du statut de volontaire et qu'il ne faut pas saper ces principes par toutes sortes de propositions par lesquelles le statut de volontaire évincerait le travail rémunéré (cf. son avis n° 1.506). C'est pour cette raison que, dans ses avis antérieurs, le Conseil a continué systématiquement de souligner que les montants limites pour les défraiements forfaitaires, selon le type d'activité, doivent refléter les frais réels et ne peuvent par conséquent pas constituer un revenu complémentaire.

Avis n° 2.189

- 7 -

D. Remarques finales

Le Conseil constate que, dans sa dernière phase, la préparation du présent avis a subi l'interférence d'un accord conclu au sein du gouvernement en vue de prolonger encore d'une année (jusqu'au 31 décembre 2021) le régime légal du travail associatif, spécifiquement pour le secteur des sports et moyennant un nombre limité d'adaptations, et ce, nonobstant les sérieuses critiques formulées par la Cour constitutionnelle et le Conseil d'État, ainsi que les réserves émises à plusieurs reprises par le Conseil national du Travail quant à la création d'un statut intermédiaire entre celui de volontaire et celui de travailleur salarié. Le Conseil déplore également que ce changement ait été opéré sans demander officiellement l'avis des partenaires sociaux. Cela ne détourne pas le Conseil de son intention de chercher une solution à brève échéance, sans introduire de statut intermédiaire entre celui de volontaire et celui de travailleur salarié, et sans ouvrir davantage la porte, dans le cadre du statut de volontaire, à des indemnités forfaitaires dépassant clairement les frais réels.

Le Conseil rappelle que des consultations complémentaires sont encore en cours au sein des secteurs concernés et que le présent avis est émis à titre intermédiaire. Il souhaite dès lors qu'aucune initiative ne soit prise en la matière tant qu'il n'a pas finalisé les principes et la mise en œuvre concrète de l'adaptation du dispositif de l'article 17 précité.

Il se réserve en outre la possibilité d'élaborer d'autres pistes possibles de solution en fonction du résultat des consultations avec les (sous-)secteurs concernés.

Il insiste encore pour que, si une initiative devait être prise en ce domaine, elle le soit en concertation avec les partenaires sociaux interprofessionnels et les secteurs concernés.

Avis n° 2.189



ADVIES Nr. 2.189 -----

Zitting van dinsdag 15 december 2020

Follow-up van advies nr. 2.181 - Alternatieve oplossingen voor de verenigingsactiviteiten -
Gevolgen van de vernietiging van de relancewet

x x x

3.163

Blijde Inkomstlaan, 17-21 - 1040 Brussel
Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@nar-cnt.be - Website: www.nar-cnt.be

A D V I E S N r . 2.189

Onderwerp: Follow-up van advies nr. 2.181 - Alternatieve oplossingen voor de verenigingsactiviteiten - Gevolgen van de vernietiging van de relancewet

Er wordt aan herinnerd dat de Nationale Arbeidsraad op 27 oktober 2020 het eenparige advies nr. 2.181 over het wetsvoorstel betreffende het verenigingswerk heeft uitgebracht als antwoord op de adviesaanvraag van de heer P. Dewael, toenmalige voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Dat wetsvoorstel wilde voorzien in een aangepast juridisch kader voor het verenigingswerk vanaf 1 januari 2021 door dan ook te stellen dat het inging op de argumenten die het Grondwettelijk Hof naar voren heeft gebracht in zijn arrest tot vernietiging van de wet 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie betreffende "onbelast bijverdienen".

De Raad heeft er zich in dat eenparige advies nr. 2.181 toe verbonden de bespreking voort te zetten van de alternatieve oplossingen die hij heeft geformuleerd om het juridische vacuüm op te vullen, dat bleef bestaan door de nietigverklaring van de relancewet voor de zogenaamde verenigingsactiviteiten.

De problematiek werd verder besproken in de commissie Individuele Arbeidsverhoudingen en Sociale Zekerheid.

Op verslag van die commissie heeft de Raad, uit eigen beweging, op 15 december 2020 het volgende advies uitgebracht.

x x x

- 2 -

ADVIES VAN DE NATIONALE ARBEIDSRAAD

I. ONDERWERP VAN DIT ADVIES EN RETROACTA

Er wordt aan herinnerd dat de Nationale Arbeidsraad op 27 oktober 2020 het eenparige advies nr. 2.181 over het wetsvoorstel betreffende het verenigingswerk heeft uitgebracht als antwoord op de adviesaanvraag van de heer P. Dewael, toenmalige voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Dat wetsvoorstel wilde voorzien in een aangepast juridisch kader voor het verenigingswerk vanaf 1 januari 2021 door dan ook te stellen dat het inging op de argumenten die het Grondwettelijk Hof naar voren heeft gebracht in zijn arrest tot vernietiging van de wet 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie betreffende "onbelast bijverdienen".

De Raad heeft zich voor een groot aantal in dat eenparige advies aangegeven redenen niet gunstig uitgesproken over het wetsvoorstel waarover hij om advies werd gevraagd.

Hij is er zich evenwel van bewust dat snel een oplossing gevonden moet worden voor bepaalde (sub)sectoren die vanaf 1 januari 2021 niet langer beschikken over een wettelijk kader om een toekomstige verenigingsactiviteit te verrichten. Daarom heeft de Raad informeel en bij hoogdringendheid, via de representatieve organisaties waaruit hij bestaat, een eerste raadpleging bij de meest betrokken sectoren gehouden.

Aldus heeft de Raad in het genoemde eenparige advies nr. 2.181 de premissen voor enkele alternatieve oplossingen kunnen uitstippelen; die premissen moesten evenwel uitgediept worden en vereisten bijkomende raadplegingen.

De Raad komt die verbintenis na en gaat in dit advies voort met de bespreking van de in het eenparige advies nr. 2.181 geformuleerde alternatieve oplossingen.

Het advies dat de Raad uit eigen beweging uitbrengt, moet in dat raam en die context gezien worden.

Advies nr. 2.189

- 3 -

Er wordt aan herinnerd dat de problematiek van het uitoefenen van een belastingvrije bijkomstige verenigingsactiviteit ook op de agenda van de nieuwe regering staat. In haar formatienota wordt immers het volgende gesteld: "We voeren in overleg met de betrokken sectoren een nieuwe regeling inzake verenigingswerk in, die in werking zal treden op 1 januari 2021. We houden hierbij rekening met de opmerkingen gemaakt door het Grondwettelijk Hof in haar arrest van 23 april 2020."

Ondertussen heeft de Raad kennis kunnen nemen van de evaluatie van de voortaan nietig verklaarde relancewet, die de FOD Sociale Zekerheid heeft verricht in samenwerking met een groot aantal actoren. Vertegenwoordigers van die FOD hebben, samen met vertegenwoordigers van de FOD WASO en de FOD Financiën, die evaluatie voorgesteld aan de Raad en hij houdt eraan ze daarvoor hartelijk te bedanken.

II. STANDPUNT VAN DE RAAD

A. Voorafgaande opmerkingen

1. Wegens de hoogdringendheid onderstreept de Raad dat hij zich heeft toegespitst op één van de mogelijke oplossingen die hij heeft geopperd in zijn eenparige advies nr. 2.181, namelijk de regeling van artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.
2. Hij wijst er echter dadelijk op dat, gezien de technische aanpassingen die voor die oplossing nodig zijn, hij in twee fases zal te werk gaan.

In eerste instantie schetst de Raad in grote lijnen het kader en de reflectie-elementen voor de concretisering van die mogelijke oplossing.

In tweede instantie is de Raad voornemens samen met de RSZ te werken rond de concrete uitvoering van de toekomstige nieuwe regeling van genoemd artikel 17.

Die werkzaamheden moeten rond februari 2021 uitmonden in een nieuw advies; die termijn is nodig gezien de complexiteit van de problematiek en de gedeelde ambitie om voor alle betrokken actoren en in overleg met hen een werkbare, efficiënte en rechtszekere oplossing voor te stellen.

Advies nr. 2.189

- 4 -

Hij wijst er daarbij op dat een oplossing slechts de goedkeuring van alle betrokken actoren kan wegdragen als ze uitgaat van de rechtstreeks betrokken sectoren die ervaring op het terrein hebben. Bovendien is hij van oordeel dat tijd de beste garantie is opdat de raadplegingen sereen verlopen en tot voor alle partijen evenwichtige oplossingen kunnen leiden.

3. In dezelfde gedachtegang merkt hij op dat de Raad, om zijn werkzaamheden succesvol uit te voeren, zich ook heeft gebaseerd op de resultaten van de evaluatie die de FOD Sociale Zekerheid van de voortaan vernietigde relancewet heeft verricht.

Die evaluatie bestaat immers uit een enquête die bij diverse actoren van de socialprofitsector werd verricht. De enquête kende een enorm succes en haalde een hoge deelnemingsgraad (432 respondenten). Voorts is ze onmiskenbaar belangrijk in de huidige problematiek waarover de Raad zich bekommert: de enquête werd immers opgevat als een evaluatietool van de praktijk van het verenigingswerk doordat het advies van de gebruikers o.a. door middel van open vragen werd ingewonnen waardoor de antwoorden van de gebruikers niet beïnvloed konden worden.

Er kan alleen maar inspiratie uit die resultaten gehaald worden voor het formuleren van alternatieve oplossingen die echt overeenstemmen met de behoeften van de betrokken sectoren en waarbij tegelijk dient gewaakt te worden over:

- het niet verdringen van reguliere tewerkstelling;
 - het gelijk speelveld met andere actoren te ondermijnen;
 - in overtreding te zijn met grondwettelijke, Europese en internationale voorschriften;
 - de arbeidsrechtelijke bescherming te ondergraven.
4. Op te merken valt dat de coronacrisis, net als in andere dossiers, een weerslag heeft gehad op hoe de werkzaamheden van de Raad in het dossier “verenigingswerk” vorderen. Raadplegingen bij sectoren nemen tijd in beslag. Maar volgens de Raad moet die kwestie nauwgezet worden geanalyseerd om zo snel mogelijk tot leefbare oplossingen te komen die verband houden met de behoeften op het terrein. De Raad begrijpt die behoeften zeer goed en is ervan overtuigd dat er dringend op ingegaan moet worden.

Advies nr. 2.189

- 5 -

B. Wat de regeling van artikel 17 betreft

De Raad is van oordeel dat met voorrang een oplossing gevonden moet worden via artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders; dat artikel bepaalt momenteel dat bepaalde activiteiten gedurende 25 dagen per kalenderjaar bij één of meer werkgevers verricht kunnen worden zonder sociale bijdragen. Het is de bedoeling pragmatische oplossingen aan te reiken die rekening houden met de specifieke behoeften van bepaalde "bijkomstige verenigingsactiviteiten".

Deze piste biedt het voordeel dat geen nieuw arbeidsrechtelijk statuut moet worden gecreëerd tussen vrijwilliger en werknemer in, maar dat het effectief blijft gaan om werknemers.

Deze piste vergt wel een aantal aanpassingen aan art. 17 en begeleidende maatregelen om een correcte en eenvoudige toepassing te garanderen.

Naast de omzetting van het maximale aantal dagen in een maximaal aantal uren, zal de Raad onder meer de volgende aspecten onderzoeken:

- of voor bepaalde activiteiten van socialprofitondernemingen een uitbreiding of herformulering van de lijst van toegelaten activiteiten in artikel 17 kan worden overwogen;
- voor welke activiteiten, werknemers en verenigingen het maximum aantal uren op jaarbasis eventueel kan worden verhoogd, waarbij complexiteit moet worden vermeden. Daarbij zal ook een inkomensgrens onderzocht worden om buitensporigheden te vermijden;
- de vrijwaring van reguliere tewerkstelling.

De regeling van artikel 17 mag evenwel niet slaan op artistieke activiteiten die momenteel kleinschalig worden verricht waarvoor al de kleinevergoedingsregeling bestaat. Dit werd precies in het leven geroepen ter ondersteuning van de sector van de amateurkunsten, althans wat betreft de artistieke prestaties. Wat niet wegneemt dat er in dit type verenigingen ook activiteiten worden verricht die binnen de kleine vergoedingsregeling normaliter niet in aanmerking komen als artistieke activiteit en die eventueel wel via artikel 17 kunnen worden benaderd.

Advies nr. 2.189

- 6 -

Om elke oneerlijke concurrentie te vermijden, moeten de voorschriften qua minimumloon en de bestaande sectorbarema's nageleefd worden, alsook de andere toepasselijke regels uit het arbeidsrecht, met inbegrip van de regels inzake welzijn op het werk.

Daarbij beoogt de Raad samen te werken met de RSZ om de aangifte van en controle op activiteiten en inkomsten te garanderen op de meest eenvoudige wijze voor de betrokken verenigingen en werknemers. Vandaag functioneert dit via de zogenaamde aangifte Dimona A17, die sowieso zal moeten worden aangepast. In het kader van de vernietigde wetgeving op het verenigingswerk gebeurt de aangifte via een app. Ook kan inspiratie gezocht worden in de registratie zoals die voor jobstudenten werd ontwikkeld (student@work).

Na een eerste gedachtewisseling met de RSZ wijst hij erop dat die concretisering aanzienlijk veel werk inhoudt, waaronder met name de identificatie van de verenigingen, organisaties die niet door de RSZ gekend zijn en niet opgenomen zijn in de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, alsook de noodzaak om technische aanpassingen uit te werken die qua administratieve belasting houdbaar zijn voor de betrokken partijen, zonder extra budget.

C. Opmerkingen over vrijwilligerswerk

De Raad heeft zich tijdens zijn werkzaamheden ook gebogen over de piste van het vrijwilligerswerk die soms naar voren geschoven wordt als structurele oplossing voor de vernietiging van de wetgeving betreffende het “verenigingswerk”. Hij komt tot het besluit dat een wijziging van de wetgeving betreffende het vrijwilligerswerk niet als alternatieve piste in aanmerking genomen kan worden.

De filosofie van het vrijwilligerswerk is immers het verrichten van een activiteit voor een organisatie zonder winstoogmerk en dus ten bate van de gemeenschap in haar geheel, en onbezoldigd. Desgevallend kan er enkel sprake zijn van een terugbetaling van de kosten die de vrijwilliger maakt.

In vroegere adviezen heeft de Raad bij herhaling gesteld trouw te willen blijven aan deze filosofie. De Raad meent dat de principes die vervat zijn in de definitie van de wet van 3 juli 2005 raken aan de kern van het vrijwilligersstatuut en dat die principes niet mogen onderuitgehaald worden door allerlei voorstellen waardoor vrijwilligersstatuut bezoldigde arbeid zouden verdringen (cf. advies nr. 1.506). Daarom is de Raad in zijn vroegere adviezen stelselmatig blijven benadrukken tot de grensbedragen voor forfaitaire onkostenvergoedingen aan vrijwilligers, afhankelijk van het type van activiteit, een weerspiegeling moeten zijn van de werkelijke kosten en bijgevolg geen bijkomend inkomen mogen vormen.

Advies nr. 2.189

- 7 -

D. Slotopmerkingen

De Raad stelt vast dat de voorbereiding van dit advies in zijn laatste fase werd door-
kruist door een akkoord binnen de regering om de wettelijke regeling voor het vereni-
gingswerk, specifiek voor de sportsector en mits een beperkt aantal aanpassingen, nog
met één jaar te verlengen (tot 31 december 2021). En dit niettegenstaande de ernstige
kritiek van het Grondwettelijk Hof en de Raad van State en het voorbehoud dat de
Nationale Arbeidsraad bij herhaling maakte voor een tussenstatuut tussen vrijwilliger
en werknemer. De Raad betreurt ook dat die wending is tot stand gekomen zonder
officieel het advies te vragen van de sociale partners. Het brengt de Raad niet af van
zijn voornemen om op korte termijn een oplossing te zoeken zonder invoering van een
tussenstatuut tussen vrijwilliger en werknemer, noch zonder binnen het vrijwilligers-
statuut de deur verder open te zetten voor forfaitaire vergoedingen die duidelijk de wer-
kelijke onkosten overschrijden.

De Raad herhaalt dat in de betrokken sectoren nog raadplegingen
aan de gang zijn en dat het onderhavige advies als tussentijds moet worden be-
schouwd. Hij drukt dan ook de wens uit dat in dat verband geen enkel initiatief wordt
genomen zolang hij de beginselen en de concrete uitvoering van de aanpassing van
de regeling van artikel 17 niet gefinaliseerd heeft.

Bovendien behoudt hij zich het recht voor andere mogelijke oplos-
singen uit te werken afhankelijk van het resultaat van de raadplegingen met de betrok-
ken (sub)sectoren.

Hij dringt er nog op aan dat op dat vlak alleen een initiatief genomen
zou mogen worden in overleg met de interprofessionele sociale partners en de betrok-
ken sectoren.

Advies nr. 2.189